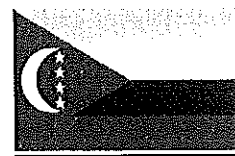


ACCORD DE PARTENARIAT DE PECHE UE / COMORES
PROTOCOLE 2011- 2013 - 1ERE COMMISSION MIXTE

MORONI, 6 AU 8 OCTOBRE 2011



Procès verbal

de la 1^{ère} Commission Mixte – 8 octobre 2011

Une délégation comorienne conduite par Monsieur Mohamed HALIFA, Délégué chargé de l'Agriculture et de la Pêche auprès de la Vice Présidence en charge du Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat et une délégation de l'Union Européenne conduite par Monsieur Constantin ALEXANDROU, Chef de l'Unité des accords bilatéraux et du contrôle des pêches dans les eaux internationales de la Direction Générale des Affaires Maritimes et de la Pêche de la Commission Européenne, se sont réunies à Moroni, Grande Comore du 6 au 8 Octobre 2011. Un représentant de la France a participé à la réunion. Celle-ci s'est déroulée dans un climat très constructif de coopération et de bonne entente qui caractérise l'historique des relations entre l'Union des Comores et l'Union Européenne.

La liste des participants et l'ordre du jour figurent en annexes 1 et 2.

1. Les délégations se sont accordées sur l'importance de l'appui sectoriel alloué dans le cadre de ce nouveau protocole, sur les principes et modalités de sa mise en œuvre. Les deux parties sont convenues d'utiliser ces montants destinés au développement du secteur de la pêche de façon concrète et visible. Les relations de partenariat entre l'Union des Comores et l'Union Européenne seront fondées sur la transparence pour une bonne gouvernance du secteur suivant rigoureusement la programmation annuelle et pluriannuelle.
2. Les deux parties ont ensuite passé en revue l'utilisation du protocole.
 - L'Union Européenne s'est déclarée préoccupée par le fait que l'Union des Comores ne l'ait pas encore notifié de l'accomplissement de ses procédures internes nécessaires à l'entrée en vigueur du protocole d'application provisoire depuis le 1^{er} janvier 2011. La délégation de l'Union des Comores a indiqué que cette notification sera présentée dès que possible à la signature du Vice Président en charge du Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat qui pourra attester de l'accomplissement des procédures internes nécessaires à l'entrée en vigueur du protocole et en informer le Secrétariat Général du Conseil de l'UE.
 - Le taux d'utilisation des possibilités de pêche pour les thoniers senneurs s'est limité à 49 % en 2011 avec 22 licences octroyées. Par ailleurs aucun palangrier n'a demandé de licence. Cette situation indique la persistance depuis 2009 de l'incidence de la piraterie qui s'est étendue aujourd'hui jusque dans les eaux comoriennes.

- Le niveau des captures des senneurs s'est élevé en 2010 à 2.761,75 tonnes, en cohérence avec le tonnage de référence négocié à la baisse à 4,850 tonnes dans le cadre du nouveau protocole (6,000 tonnes dans le protocole précédent).
 - L'UE a demandé à ce que l'effort de pêche de l'ensemble des flottes artisanales et industrielles soit clairement documenté et partagé avec l'UE au titre de la transparence afin que l'Union des Comores participe efficacement à la gestion durable des ressources suivant les recommandations du Comité scientifique de la Commission Thonière de l'Océan Indien (CTOI). L'Union des Comores s'est engagée à communiquer à l'UE chaque année en toute transparence ces données concernant l'évolution de l'effort de pêche de l'ensemble des flottes puisque leurs activités de pêche sont effectivement suivies par l'administration des pêches conformément à ses engagements en qualité de membre et partie contractante de la CTOI.
 - Considérant comme une priorité l'embarquement de marins qualifiés tels que les lieutenants de pêche qui ont été formés à l'Ecole Nationale d'Enseignement Maritime de Mahajanga, les deux parties regrettent que les bénéficiaires de ces formations n'aient pas trouvé d'emploi correspondant à leurs qualifications. La partie comorienne s'est engagée comme le prévoient les dispositions du protocole à adresser une liste de candidats aux armateurs européens. Par ailleurs la Commission européenne demandera aux armateurs qui ne se sont pas acquittés de la compensation pour non embarquement de marins au titre du protocole précédent de le faire sans délais. L'Union des Comores sollicite cependant un appui pour rechercher les voies et moyens d'employer des marins comoriens avec la coopération des pays de la région où les armateurs sont représentés par des consignataires. La Commission Européenne a offert de conduire des investigations afin de relier cette problématique d'emploi de marins comoriens à la réalité régionale des activités de pêche des navires, de manière à rechercher des solutions incitatives qui ne pénalisent pas les armateurs.
3. Le Directeur du Centre National de Contrôle et de Surveillance des Pêches (CNCSP) a rendu compte des activités du Centre dans le cadre du Plan d'action financé par la Commission de l'Océan Indien (COI) en partenariat avec l'UE. Le Centre est à présent tout à fait opérationnel pour suivre les activités de pêche des flottes étrangères autorisées à pêcher dans sa Zone Economique Exclusive (ZEE) et pour sécuriser les activités de la flotte nationale artisanale lorsque ces embarcations sont équipées de balises portatives.

La base de données liée au processus d'immatriculation des embarcations motorisées sera bientôt finalisée et pourra être exploitée afin de professionnaliser les pêcheurs dont les activités seront assujetties à un régime de licence, de droits et d'obligations, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires qui encadreront ces pêcheries.

L'UE note avec satisfaction l'effort de pérennisation des activités du Centre auquel sont allouées toujours davantage de ressources financières du protocole de l'Accord de partenariat qui viennent cofinancer en particulier les dépenses de fonctionnement. Sachant que seul 50 % des agents contractuels (le Chef des opérations ainsi que 3 inspecteurs) ont pu être recrutés par l'administration des pêches, l'UE a encouragé le Centre à intensifier ses activités en utilisant encore davantage les ressources de la COI qui sont mises à sa disposition. C'est en effet en renforçant les capacités d'intervention des inspecteurs dans un cadre légal approprié à l'exercice de leur fonction nécessaire à

2

l'aménagement de la pêche artisanale que l'administration des pêches ainsi que la COI pourront justifier l'emploi définitif des inspecteurs contractuels.

4. Les parties ont procédé à l'analyse de l'exécution financière 2010 et à la revue conjointe des indicateurs de performance actualisés pour la dernière année du protocole dont les documents figurent ici à l'annexe 3 & 4.

Compte tenu de l'entrée en fonction du Centre National de Contrôle et de Surveillance des Pêches et de la participation active des Comores aux Organisations Régionales de Pêche, il convient de souligner que les Comores disposent désormais de tous les moyens nécessaires à la conception et à la mise en œuvre des plans d'aménagement des pêcheries.

Faute d'expertise l'Union des Comores déplore cependant le fait de ne pas avoir fait évoluer le cadre légal et réglementaire nécessaire à l'application de la Loi de 2007 portant Code des Pêches et de l'Aquaculture de l'Union des Comores.

L'UE note par ailleurs avec satisfaction les efforts déployés afin d'associer davantage la société civile et les organisations professionnelles pour renforcer notamment leurs capacités de gestion des infrastructures mises à leur disposition.

L'exécution financière indique une excellente capacité d'absorption des fonds alloués à l'appui sectoriel puisque comme chaque année l'ensemble des recettes destinées à la mise en œuvre de la politique de développement du secteur est utilisé.

5. Un bilan pluriannuel des dépenses sur l'ensemble de la durée du protocole 2005-2010 a été présenté par le Responsable Administratif et Financier du Ministère en charge de la Pêche (ci-après en annexe 5).

Considérant l'importance des ressources allouées à l'administration des pêches qui ne disposent pas par ailleurs d'autres ressources budgétaires, l'UE a recommandé que les indicateurs de performance des services de l'administration des pêches qui bénéficient de ces moyens de fonctionnement soient à l'avenir clairement documentés.

6. En ce qui concerne le suivi des recommandations et la mise en application des résolutions de la CTOI, l'Union des Comores a indiqué que la question de la fourniture de statistiques suivant un échantillonnage et une fréquence d'observation des activités de pêche appropriée était désormais résolue. En revanche, le plan de développement de la flotille n'a pas été transmis dans le délai fixé. Les autorités se réservent encore une période de réflexion et sollicitent une expertise extérieure pour les appuyer. Elles l'indiqueront dans le rapport annuel d'application qui sera prochainement confectionné.

7. Abordant la question de la lutte contre la Pêche Illicite Non déclarée et Non réglementée (INN) et en particulier la situation des navires de pêche Volopas et Coral battant pavillon comorien présumés avoir des activités INN dans les eaux du Sénégal, l'Union des Comores a réitéré son ferme engagement à participer activement à la lutte contre la pêche INN. Elle a d'ailleurs rappelé sa coopération fructueuse avec l'UE pour poursuivre au tribunal en 2005 des navires INN.

La Commission européenne a ensuite présenté le contenu de plusieurs correspondances restées sans réponse appropriée. Elle a attiré l'attention des autorités sur les risques auxquels s'exposait l'Union des Comores du fait de l'application du

règlement communautaire INN et a exigé de la part des autorités comoriennes des mesures immédiates pour démontrer son entière coopération sur ce dossier.

A la lumière des explications fournies par l'UE et considérant les dispositions des articles 17 et 18 de la Loi comorienne portant Code des Pêches et de l'Aquaculture qui interdisent la pratique d'activités de pêche au-delà des eaux maritimes comoriennes sans être titulaire d'une autorisation préalable délivrée par le Ministre en charge de la Pêche, les deux départements ministériels concernés chargés respectivement de l'enregistrement des navires et des autorisations de pêche ont décidé d'un commun accord : i) d' informer la société qui gère pour le compte du Ministère en charge des transports l'enregistrement des navires battant pavillon comorien, du retrait immédiat et sans conditions de ces navires du registre comorien ; ii) de notifier le Conseil des Ministres de l'Union des Comores des agissements de cette société afin de sensibiliser le Gouvernement sur les responsabilités qui incombent à l'Etat de pavillon en vertu des conventions internationales auxquelles l'Union des Comores souscrit ; iii) de répondre dès que possible à la dernière correspondance adressée par l'UE en date du 22 juillet en l'informant des mesures et sanctions prises.

8. L'UE a rappelé les dispositions du protocole prévoyant le paiement de la contrepartie financière sur un compte unique du Trésor Public ouvert auprès de la Banque Centrale et a exigé la budgétisation des ressources financières liées à l'Accord de Partenariat Pêche et leur inscription claire et systématique en recette et en dépense dans la Loi des Finances. L'UE a également recommandé des procédures et modalités de gestion de ces fonds simples et transparentes en conformité avec de bonnes pratiques de gestion des finances publiques.

La délégation des Comores à laquelle était associée pour ce point précis de l'ordre du jour le Ministère des Finances en la personne du Secrétaire Général et du fondé de pouvoir du Trésorier Payeur Général, a expliqué que les difficultés de trésorerie actuellement rencontrées justifient la nécessité de l'ouverture d'un compte spécial. En effet, seule cette solution pragmatique et transitoire pourra permettre au Ministère des Finances d'honorer ses engagements auprès du Ministère en charge de la Pêche qui prévoient notamment selon les termes du protocole le transfert sur le compte TR 5006 du montant alloué à l'appui sectoriel.

L'Union des Comores s'est engagée à inscrire au budget 2012 l'ensemble des prévisions de recettes liées à l'Accord de Partenariat Pêche de l'année 2012 (Contrepartie financière UE et redevances des armateurs) ainsi que la contrepartie financière de l'UE de l'année d'application 2011 dont l'essentiel du montant serait mobilisé en 2012.

Au rapport d'exécution budgétaire de l'année 2011 seront enregistrées en recette les paiements et redevances des armateurs reçus en 2011 dans la rubrique « recettes exceptionnelles » et en « imprévus » les dépenses de transfert qui seront effectuées en faveur du compte TR 5006 en 2011.

Afin de documenter les flux financiers ainsi que l'utilisation des fonds dans le respect des procédures de traçabilité des dépenses inscrites au budget de l'Etat, un rapport d'audit de la Commission de Vérification des Comptes aura lieu à la fin de chaque exercice budgétaire 2011, 2012 et 2013. Le rapport sera dressé à l'UE au plus tard à la fin du mois de février de l'année suivante.



Le Trésor Public informera en temps réel l'administration des Pêches de la réception des paiements de l'UE et du transfert en faveur du compte TR 5006 mouvementé par l'administration des pêches avec le visa du Trésorier Payeur Général ou son représentant.

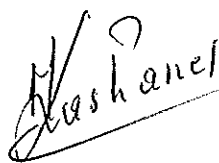
Le montant alloué annuellement par l'Union des Comores à l'appui sectoriel sera notifié dans les meilleurs délais à l'UE. Cette notification sera ensuite confirmée chaque année et sera accompagnée des extraits pertinents de la Loi des Finances en vigueur.

La fiche signalétique du compte bancaire du Trésor public sur lequel sera versée la contrepartie financière est également attendue par les services de la Commission Européenne.

9. Les parties ont ensuite examiné la programmation annuelle de l'année d'application 2011 ainsi que la programmation pluriannuelle 2011-2013 telles que présentées en annexe 6 & 7. Les activités de l'administration des pêches qui visent à l'instauration d'un cadre propice au développement des investissements dans ce secteur et à la valorisation de la production de la pêche artisanale, sont conformes aux objectifs assignés par le Président de l'Union des Comores au Vice-Président chargé du Ministère de la Pêche dans la lettre de mission qui lui a été adressée.

L'administration des pêches s'est engagée à procéder à une évaluation externe annuelle des performances du plan d'action de l'administration des pêches dont le rapport sera transmis à l'UE dans le mois qui précède la tenue de la Commission Mixte.

Moroni, le 8 Octobre 2011



M. Mohamed HALIFA

Pour la Délégation de l'Union des Comores



M. Constantin ALEXANDROU

Pour la Délégation de l'Union Européenne

Liste de participants

Délégation de l'Union des Comores

Monsieur Mohamed HALIFA, Délégué chargé de l'Agriculture et de la Pêche auprès de la Vice Présidence en charge du Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat

Monsieur Nidhoimi HALIDI Secrétaire Général de la Vice-Présidence en charge du Ministère des Finances et du Budget

Monsieur Abdillah MOUIGNI Secrétaire Général du Ministère en charge des transports

Monsieur Cheik Omar HALIDI Secrétaire Général adjoint du Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat

Monsieur Kaabi ALIANI Fondé de Pouvoir auprès du service du Trésorier Payeur Général

Monsieur Mikidar HOUMADI Directeur Général des Ressources Halieutiques

Monsieur YOUSSEF Ali Mohamed Directeur Général adjoint des Ressources Halieutiques

Monsieur MISBAH Saïd Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat

Monsieur MOUHRIZY Ben Ali Gestionnaire Assistant du Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat

Monsieur Ahmed SAID SOILHI Chef du service pêche

Monsieur Ibrahim MOHAMED TOHIR Consultant auprès du projet SWIOFP

Monsieur Saïd BOINA Coordonnateur du Centre National de Contrôle et de Surveillance des Pêches (CNCSP)

Monsieur Ismail MAHAMADOU Responsable administratif et financier du CNCSP

Délégation de la Commission Européenne

M. ALEXANDROU Constantin Chef de l'Unité des accords bilatéraux, DG MARE

M. REISS Denis Attaché régional Pêche, Délégation UE à Maurice

Mme CONSTANTINI Anna Attaché Bureau de liaison de la Délégation UE à Moroni

Représentants des Etats membres

M. Jean Michel BERGES Attaché coopération auprès de l'Ambassade de France à Moroni

Ordre du jour

JEUDI 06 OCTOBRE 2011

1. Entrée en vigueur du protocole
2. Revue et bilan de l'utilisation du protocole
 - prise de licence
 - données de captures
 - questions techniques relatives aux dispositions de l'annexe (embarquement des marins)
3. Appui sectoriel : analyse de l'exécution financière et des indicateurs de performance de la dernière année du précédent protocole et bilan total.
4. Mise en œuvre du Plan d'action dans le cadre du Plan Régional de surveillance des Pêches dans le Sud-ouest de l'Océan Indien.
5. Lutte contre la pêche illégale – situation des navires Volopas et Coral.
6. Suivi de la mise en œuvre des résolutions de la CTOI.

VENDREDI 07 OCTOBRE 2011

7. Analyse de la programmation annuelle 2011 et pluriannuelle 2011-2013.
8. Définition des modalités de gestion de l'appui sectoriel : transferts, rapports d'activités, audits internes et externes.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

VICE – PRESIDENCE EN CHARGE DU MINISTERE DE LA PRODUCTION, DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ENERGIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

RAPPORT D'ACTIVITES ET D'EXECUTION FINANCIERE 2010

Le 27 juin 2011

Résultats / sous résultats obtenus	Responsable	Activités	Réalisées	Sources de vérification / commentaires	Dépenses	
					Montant (FC)	Montant (€)
-Les travaux de gros ouvrages ont été faits; -Le matériel pour les travaux de finition est disponible chez les entrepreneurs -Le hangar de Koni djodjo et presque fini	DNRH / Entrepreneurs / Communautés bénéficiaires	Achèvement des installations frigorifiques d'Anjouan (Koni, Domoni, Mremani)	OUI X (80%)	- Viste des chantiers; - Les travaux ont pris un certain retard car les entrepreneurs souhaiteraient revoir avec le ministère certaines dispositions des contrats de marché(avance de fonds de roulement et demande d'avenant pour des raisons de surcoûts.); -80% des financements ont été payés	15 184 179	30 862.15

[Signature]

[Signature]

						aux entrepreneurs;		
-Le matériel DCP acheté en fin 2009 a été reparté et livré dans les Iles; -Les DCP ont été confectionnés et installés dans les trois Iles;	Syndicat National des pêcheurs	Appui à la livraison et installation DCP	X			- National et régionaux des pêcheurs Syndicats	2 163 272	4 396.89
-90 personnes formés aux techniques d'entretien et à la gestion financière des installations frigorifiques -Un fonds de roulement(1millions de FC) a été attribué au syndicat régional de Ngazidja pour relancer la poissonnerie de Moroni	DNRH / SNDPC	Appui à la gestion des poissonneries	X			- Syndicat des pêcheurs - Rapports de formations	2 241 000 1 000 000	4 554.88 2 032.52
-Trois chambres froides réparées à Ngazidja (Chindini,Mitsamiouli,Iconi) - Extension de la chambre froide de Fombouni;	DNRH / techniciens frigoristes	Appui à l'entretien des installations frigorifiques	X			-Coopératives bénéficiaires	2 206 000	4 483.74
Absence de textes d'application de la loi portant code des pêches	DNRH	Mise en place du cadre législatif et réglementaire du secteur		X		-Une expertise internationale est nécessaire pour l'élaboration des projets de textes d'application de la loi;	PM	
-Des missions nationales de contrôles des débarquements et d'immatriculation des embarcations ont été réalisées; - 491 bateaux immatriculés à Anjouan et	DNRH / CNCSP	Appui au fonctionnement du Centre de surveillance des pêches	X			-Rapports de missions des inspecteurs; -Secrétariat Général du Gouvernement;	5 000 000	10 162.60

 2

[illegible]

été lancé en janvier; -Des données relatives aux captures, aux embarcations et aux techniques de pêche sont collectées régulièrement; -Des enquêteurs ont été formés; -Un appui financier a été accordé aux directions insulaires pour leur fonctionnement;	OFCF / FAO	statistiques de pêche	X		-La coopération japonaise(OFCF) a financé un programme bi-mensuel de recensement de l'effort de pêche; -La FAO et la CTOI ont financé un programme annuel sur les statistiques de pêche;	PM	
-Un appui financier a été accordé aux directions insulaires pour leur fonctionnement;	Cabinet / DNRH	Appui au fonctionnement des directions des îles	X		-Service financier du ministère	6 000 000	12 195.12
-Un appui financier a été accordé à l'Ecole de pêche	Cabinet	Appui au fonctionnement de l'école de pêche	X		-L'appui financier accordé a permis à l'école de réhabiliter certains locaux et toilettes et d'acheter de la fourniture de bureau; -L'appui financier donné a servi de contrepartie nationale pour relancer la coopération japonaise(JICA); -Un projet triennuel d'assistance technique et financière a été signé entre les deux parties; -Une mission technique est attendu au mois de mars 2011;	2 000 000	4 065.04
-Une étude diagnostique sur la restructuration des pêcheurs est faite;	DNRH / PNDHD	Appui aux pêcheurs et des revendeuses	X		-Les rapports d'études; -Des discussions sont en cours pour renouveler les bureaux exécutifs des syndicats national et régionaux; -Des financements sont nécessaires pour lancer le projet de restructuration des pêcheurs;	900 000	1 829.27
-Un projet de restructuration des pêcheurs est élaboré;						300 000	609.76
-Une étude sur la restructuration des revendeuses est faite et appui à leur installation;					-Groupements de Vanamboini, Iconi, Ifoundihé, Salimani Hambou, Mbabani, Bangoi Kouni, Kouhani, Mtsamdou Oichili, Héroumbili	450 000	914.63
-Des appuis financiers ont						3 450 000	7 012.20

été donnés certains groupements de pêcheurs de Ngazidja pour l'aménagement de sites de débarquement									
-L'étude sur la mise en place de l'Autorité est faite et les besoins matériels et techniques sont connus; -L'autorité compétente est créée et le responsable est nommé; -Le cadre réglementaire est élaboré; -Des négociations sont en cours pour la formation du personnel; - Le bâtiment devant abriter l'autorité a été réhabilité	DNRH / Union Européenne	Mise en place de l'Autorité compétente nationale pour la certification des produits halieutiques	X				-Les rapports d'études; -Les financements pour le fonctionnement de l'Autorité seront programmés dans la matrice annuelle de l'accord de pêche; -Des contacts ont été pris avec l'île de la Réunion pour des contrats de contrôle de qualité avec les laboratoires et la formation du personnel;	PM	
-4 personnes ont été assitées et rapatriées de Madagascar et de Tanzanie;	DNRH / Syndicat	Renforcement de la sécurité et le sauvetage en mer des pêcheurs	X				-Syndicat régional d'Anjouan; -Service financier du Ministère; -Coopérative de Pêche de Chindini et Iconi;	1 153 000	2343.50
-Le financement pour un projet de cogestion des ressources marines est déjà acquis au près de la Banque Mondiale; -Les financements sont en négociation avec Qatar pour la mise en place d'un projet intégré de pêche;	DNRH / Partenaires	Etudes et mise en place de nouveaux projet pêche	X				-Etudes de projets;	PM	
		Réhabilitation	X						

		office controle qualité				13 453 000	27 343.50
		Fonctionnement de l'administration des pêches				60 619 150	123 209.65

Grand Total						139 052 613	282 627.27
-------------	--	--	--	--	--	-------------	------------

Annexe 4

Annexe - Revue conjointe des Indicateurs de la matrice sectorielle (2005-2010)

Objectif A : Renforcement du cadre institutionnel de la pêche

Actions	Indicateurs	2007	2008	2009	2010	Revue conjointe des indicateurs de performance – Commentaires	Source de vérification
Mise en place cadre législatif et réglementaire des pêches	Promulgation code des pêches et aquaculture	Loi promulguée en Août 2007				Suite à l'expertise apportée par le programme Suivi Contrôle et Surveillance financé sur les ressources du 1 ^{er} FED, le cadre législatif n'a pas connu de nouveau développement.	Journal Officiel
	Décrets d'application de la loi cadre adoptés				0 (2) décrets d'application : Professionnalisati on (droits d'accès et ayant droits) - Licences -	Les termes de référence de l'expertise sollicitée pour appuyer un groupe de travail à la rédaction de décrets d'application n'ont pas été préparés comme prévu avec l'assistance du programme ACP fish II. Les fonds alloués à cette expertise (8.000 €) n'ont en conséquence pas été engagés.	
Mise en route et appui au fonctionnement du CNCSP	Nombre de balises VMS actives	-	10	15	13(17)	6 balises fonctionnelles ont été attribuées (3 à la compagnie COMPECHE dont 3 navires évoluent hors ZEE avec des licences au Mozambique. 3 autres sont attribuées à des pêcheurs individuels qui ne quittent pas la ZEE comorienne. 5 sont stockées en réserve. 4 balises endommagées ont été retournées à CLS dont 2 sous garantie seront restituées.	Rapport d'activités du Plan Régional de Surveillance des Pêches dans le Sud Ouest de l'Océan Indien.
	Analyse spatiale et de l'effort de pêche des navires suivis	-	-	VMS fonctionnel inauguré le 17 décembre 2009	Recueil et analyse des données		
	Nombre d'agents formés	-	7	9	9		
	Nombre de formations reçues		3	3	3(3)	10 balises ont été fournies à titre gratuit par la société CLS et les autres ont été acquises par le Plan régional de la Commission de l'Océan Indien (COI). Compte tenu du coût d'une balise d'un minimum de 700 €, le CNCSP entend plutôt privilégier d'autres technologies pour le suivi des navires de pêche artisanale et notamment la communication VHF.	
	Nombre de missions dans le cadre du Plan Régional de Surveillance	2	10	9	6(6)		
	Nombre de missions nationales	-	6	10	2(10)	Le CNCSP met régulièrement à jour un tableau de suivi des activités de pêche des flottes étrangères dans sa ZEE. Ce tableau indique le temps de présence des flottes étrangères ainsi que le nombre de jours de présence afin de procéder à des vérifications des logs books et déclarations de capture. Les 9 agents ont pu bénéficier de formations sur l'utilisation du VMS qui ont été dispensées par CLS dans le cadre du contrat de livraison des équipements financés par la COI. 3 observateurs des pêches ont par ailleurs été formés dont un agent du CNCSP. Les formations contrôle à terre, nautique et maritime générale, prévues en 2010 sont reprogrammées dans le cadre du Plan Régional financé par la COI.	Rapport du CNCSP sur les activités de pêche dans la ZEE et cartes annexées

							<p>Les frais de fonctionnement du CNCSP ont été pris en charge par la contrepartie nationale à hauteur de 10,000 € dans le cadre du Plan Régional de Surveillance des Pêches selon les termes du protocole et du plan d'action approuvé par la COI et l'Union Européenne.</p> <p>Les inspecteurs du CNCSP ont été associés à toutes les missions régionales (6) et ont assuré la coordination de 4 missions régionale à leur passage dans les eaux comorennes.</p> <p>Les missions nationales consistent en l'inspection des sites de débarquement (contrôle de l'immatriculation) La livraison tardive des motos (novembre 2010) n'a cependant pas permis plus de deux missions nationales qui ont eu lieu à Anjouan & Mohéli.</p>
--	--	--	--	--	--	--	---

Renforcement du cadre de gestion. Définition et formulation du plan national de surveillance	Enquête cadre et immatriculation des navires réalisés.				Anjouan, Mohéli	Ngazidja- Anjouan – Mohéli : 73 % (100 %) de la flotte immatriculée	<p>Activités financées par le plan Régional. La flotte motorisée d'Anjouan (428), de Mohéli (212) et de Ngazidja (577) est immatriculée. Il reste cependant environ 300 embarcations à immatriculer notamment au sud de Ngazidja ainsi que les embarcations non présentes lors de la mission des inspecteurs à Anjouan et Mohéli.</p> <p>La base de données concerne plus de 800 embarcations avec leurs caractéristiques, ainsi que les engins et techniques de pêche des pêcheurs et armateurs rattachés à leurs sites de débarquement et d'attache.</p>	Rapport du CNCSP
	Définition d'une stratégie d'échantillonnage pour l'obtention de statistiques de pêche						<p>Suivant les recommandations de la COI, la stratégie d'échantillonnage est définie. Le programme national des statistiques de pêche a été lancé en janvier 2010.</p>	Rapport d'activités de la Direction des Pêches Rapport CTOI & Overseas Fishery Cooperation Foundation of Japan
	Disponibilité de statistiques de pêche					Enquêtes réalisées à Ngazidja, Anjouan et Mohéli. Dès disponibilité du financement.	<p>Les enquêtes bimensuelles sont en cours pour rendre compte de l'effort de pêche, des captures et de leurs caractéristiques biologiques. Elles sont financées par OFCF (Overseas Fishery Cooperation Foundation of Japan), la FAO et le projet SWIOFP (South West Indian Ocean Fishery Project) avec l'expertise de la COI (Commission Thonière de l'Océan Indien).</p>	Rapport de la Direction des Pêches
	Appui au fonctionnement et en équipement aux syndicats, aux professionnels et aux services décentralisés	Contribution financière aux Direction des Pêches des îles (4,070€). Appui aux syndicats de	Contribution financière aux Direction des Pêches des îles (4,070€). Appui aux syndicats de	Contribution financière aux Direction des Pêches des îles (4,070€). Appui aux syndicats de	Contribution financière aux Direction des Pêches des îles (4,070€). Appui aux syndicats de	Contribution financière aux Direction des Pêches des îles (4,070€). Appui aux syndicats de	<p>Les directions des pêches des îles ont chacune reçu une dotation pour leurs dépenses de fonctionnement.</p> <p>Les syndicats ne reçoivent pas d'appui de forme continue. Le Fonds de Développement de la Pêche ne dispose pas encore d'un comité de gestion</p>	Décret portant création du FODEPE Protocole d'accord cadre de novembre 2009.

	de la pêche	forme continue	forme continue	forme continue	forme continue	fonctionnel. Le syndicat national pour le développement de la pêche a connu plusieurs remaniements dans son organisation. Le syndicat régional de Ngazidja a reçu un appui budgétaire pour son fonds de roulement nécessaire à la relance de la poissonnerie de Moroni (achat de poissons et frais de fonctionnement) (1000000 FC). Une étude a été réalisée pour appuyer le processus de restructuration du syndicat et des coopératives. Sur la base de cette étude, un projet de restructuration est préparé. Des ressources peuvent être mobilisées au cas par cas pour venir en aide aux pêcheurs victimes d'accidents afin d'effectuer leur rapatriement. Notamment 4 personnes ont ainsi été assistées en 2010 pour leur rapatriement de Madagascar (2) et de Tanzanie (2)	Rapports du cabinet de consultant BEDI
--	-------------	----------------	----------------	----------------	----------------	---	--

Actions	Indicateurs	Revue conjointe – Commentaires				Source de vérification	
		2007	2008	2009	2010	Rapports de la CTOI	
Participation aux organisations régionales de Pêche	Contribution aux organisations internationales effectuées	CTOI	CTOI	CTOI	CTOI	Pas d'arriérés de paiement auprès de la CTOI.	
	Réunions internationales attendues	CTOI, SWIOFC, COFI	CTOI, SWIOFC, SADC	CTOI, SWIOFC, COFI	CTOI, SWIOFC	Excopté en 2009 l'Union des Comores a pu être systématiquement représentée aux sessions annuelles de la CTOI. Participation effective au dernier Comité scientifique de la CTOI (SEY) ainsi qu'au groupe de travail de la CTOI à Mombassa (1 pers) sur les ressources du projet SWIOFP.	
						Rapports de mission des participants aux réunions internationales.	

Objectif B : Développer la production et favoriser la professionnalisation des pêcheurs

Actions	Indicateurs	2007	2008	2009	2010	Revue conjointe - Commentaires	Source de vérification
Poursuite de la motorisation des unités	Proportion des navires motorisés	p.m	p.m	p.m	p.m	Estimation de 40 % prochainement actualisée par la direction des Pêches.	Rapports de mission
Le renouvellement des DCPs	Indicateurs Nombre de DCPs achetés et fonctionnels	2007 -	2008 6	2009 1	2010 22	Revue conjointe - Commentaires Pour la confection et l'installation de Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP, l'Ecole Nationale de Pêche d'Anjouan dispose de l'expertise nécessaire, de même que certaines communautés de pêcheurs. Sur les ressources du FIDA (Programme National de Développement Humain Durable) 4 DCP seront installés à Anjouan. Le projet PROGECO financé sur les ressources du FED a également financé l'acquisition de 2 DCP et anime une organisation inter coopérative en vue de pérenniser la maintenance de ces dispositifs. Le projet SWIOFF déploie également 2 DCPs et finance un programme d'échange d'expériences entre pêcheurs de la région assortis d'études économiques. A l'initiative de la direction des Pêches, 15 DCPs (dont les matériels ont été acquis en 2009) ont bien été installés avec la participation des syndicats de pêcheur et 40 personnes ont été formées en deux sessions sur les nouvelles techniques pêche (palangres et casiers) ainsi que la confection et le mouillage de DCP. 80 pêcheurs ont par ailleurs été formés en 2 sessions sur la protection de l'environnement marin à Djomani.	Source de vérification Rapport d'activité de la DNRH Rapports d'activités des projets SWIOFF et PNDHD.
Amélioration de la sécurité en mer	Nombre de campagnes d'information et de sensibilisation des pêcheurs Nombre de kits délivrés, rapports de suivi Nombre de pêcheurs ayant reçu la formation		17	6 missions 3 interviews télévisées	2 (6) missions et 7 (3) interviews télévisées	Missions prises en charge dans le cadre du plan régional. 3 interviews avec la presse écrite et 4 avec la radio/télévision nationale. Des spots radio ont été diffusés concernant l'immatriculation des flottilles. Pas de kits délivrés	Coopératives des groupements de pêcheurs des collectivités de Bemba, Isandra, Boudé, Mitsamere, Badpui, Hamamet et Orchili pour Nazindja ; Djado et Fomboni (2) pour Mohéli, tandis que la Direction régionale des pêches d'Anjouan a reçu 5 DCP Rapports d'activités du CNCSP
				Non disponible	60 personnes formées à Ngazidja	Environ 60 personnes ont été formées en 2 sessions à l'utilisation de boussoles et guidage avec les étoiles en collaboration avec les Coasts Guards américains. L'utilisation de GPS ne répond pas aux besoins des pêcheurs en raison d'un coût trop élevé et d'une manipulation complexe.	Rapports d'activités du CNCSP

Actions	Indicateurs	2007	2008	2009	2010	Revue conjointe – Commentaires	Source de vérification
Aménagement des points de débarquement	Nombre de points de débarquement aménagés	p.m	p.m	p.m	p.m	La direction des pêches a répondu à des besoins spécifiques pour améliorer les conditions de débarquements sur 9 sites à Ngazija : rampes d'accès et aménagement de bureaux pour les besoins des groupements. Les fonds ont été alloués au bureau exécutif de chaque groupement de pêcheur concerné.	
Actions	Indicateurs	2007	2008	2009	2010	Revue conjointe – Commentaires	Source de vérification
Formation de pêcheurs	Nombre d'élèves actuellement à l'école de pêche de Mahajanga (Madagascar)	15	15	15	-	Sur les 15 élèves formés, 12 ont effectué un stage d'un an sur un aménagement palangrier du Koweït. Pas de nouvelle promotion en 2010. Seuls 3 élèves ont trouvé un emploi au port en qualité de pilote de navires.	Convention entre l'école de Mahajanga et le Secrétariat Général du Ministère.
	Inauguration de l'Ecole Nationale de la Pêche (ENP)					En contrepartie d'une nouvelle aide sur 3 ans conclue avec le Japon, un appui financier de l'administration des pêches a été accordé en 2010 à l'école d'un montant de 200000 FC pour des travaux de réhabilitation de certains locaux et l'acquisition de fournitures de bureau.	Direction de l'école
	Nombre d'élèves accueillis à l'ENP			25	25	Une nouvelle promotion de 20 à 25 élèves est en cours de formation.	Direction de l'école
	Nombre de cours de formations réalisés à l'ENP			2	4	Mécanisme sécurité conservation technique de pêche : Formation assurée par des fonctionnaires de l'Etat	

Objectif C : Amélioration de la valorisation des captures

Actions	Indicateurs	2007	2008	2009	2010	Revue conjointe – Commentaires	Source de vérification
Renforcer et pérenniser la chaîne du froid	Nombre de poissonneries ouvertes et en fonctionnement	1 poissonnerie ouverte à Mohéli (Fomboni)	1 poissonnerie ouverte à Ngazidja (Moroni)	1 poissonnerie ouverte à Anjouan (Muttsamudu)	Les 3 poissonneries fonctionnelles Une deuxième poissonnerie en construction à Anjouan (Domoni)	Les poissonneries sont fonctionnelles et sont gérées par les syndicats de pêcheurs. (2007 pour Mohéli, 2009 pour Anjouan et Grandes Comores). Les poissonneries sont équipées chacune d'une machine à glace, d'un silo avec moteur de refroidissement, d'une chambre froide et de deux bacs isothermes. Ce qui représente un investissement de 336,000 € (165 millions de FC). Une nouvelle construction en cours à Anjouan (Domoni) était évaluée à 63,220 €. Les travaux n'ont pas encore été réceptionnés (reste 15 % à payer) et sont suspendus en raison d'un litige avec l'entrepreneur qui demande un avenant de 12 millions de FC pour les travaux de sous bassement qui ont pas été facturés. Une évaluation indépendante a été effectuée par 2 ingénieurs à la demande de la Direction Nationale des Pêches, en vue du règlement du litige et de la poursuite des travaux.	
	Nombre de chambres froides en fonctionnement	6 (3 Anjouan, 3 Grande Comores)	8 (3 Anjouan, 5 Grande Comores)	+1 à Mohéli	Assurer le fonctionnement - Pérennisation	Des formations ont été dispensées aux techniques d'entretien et à la gestion financière des installations frigorifiques d'Anjouan et de Mohéli) 90 participants)	Bureau exécutif du Syndicat National des Pêcheurs
	Nombre de machines à glace en fonctionnement	5 (2 Anjouan, 3 Grandes Comores)	Assurer le fonctionnement - pérennisation	Assurer le fonctionnement - pérennisation	Assurer le fonctionnement - pérennisation	3 Machines à glace en Grandes Comores fonctionnelles. 2 machines à glace fonctionnelles à Anjouan	
	Nombre de camions frigorifiques		2 (Mohéli et Grande Comore)	3	Assurer le fonctionnement - pérennisation	Chaque poissonnerie est équipée d'un camion frigorifique	
	Nombre de hangars équipés de 2 bacs isothermes	-	4 Mohéli		+ 2 Anjouan (Koni et Mramani)	Dès réception du hangar de Koni dont les travaux sont achevés, les travaux seront poursuivis pour achever celui de Mramani. (paiement restant de 15 % à la réception)	

Actions	Indicateurs	2007	2008	2009	2010	Revue conjointe – Commentaires	Source de vérification
Transformation des produits de la pêche	Mise en place d'unités de séchage et fumage au niveau local	-	-	-	-	Une formation a été organisée à l'initiative du PNUD à Anjouan et Mohéli. Des matériels de démonstration ont été confectionnés sur place. Pas d'étude de rentabilité réalisée.	

						Programme National de Développement humain durable financé par le FIDA prévoit pour 2010 des formations pour répondre aux besoins des pêcheurs (Techniques de pêche, transformation, gestion des infrastructures, hygiène et qualité). La Direction des Pêches a contribué à cet effort de formation des pêcheurs	
	Nombre de pêcheurs / revendeuses formés aux techniques de séchage / fumage	-	-	50	140 (-)	60 Revendeuses ont été formées à Ngazidja sur la transformation des produits et 40 pêcheurs à Anjouan et Ngazidja. Ces formations ont été dispensées à l'initiative de la Direction de la Pêche avec la participation de l'ENP.	

Examiner les conditions d'exportation	Nombre de missions dans le cadre du programme SFP/ACP	-	-	-	1 (1)	Le point focal du projet de renforcement de la qualité sanitaire des produits de la pêche dans les pays ACP (SFP/ACP) est la direction des pêches. Une première mission d'identification des besoins a été réalisée en mai 2010 (module 1 appui à l'Autorité Compétente).	Rapport du projet SFP/ACP et site internet du projet : http://www.sfp-acp.eu
	Nombre de laboratoires équipés et en fonctionnement	-	-	-	n a	Seon les conclusions de la mission d'identification du programme SFP/ACP, les laboratoires qui seront associés au contrôle officiel seront localisés dans la région.	
	Création de l'Autorité Compétente (AC)	-	-	-		Le personnel contractuel n'a pas été encore recruté mais l'Office National des Contrôles Qualité et de Certification des Produits Halieutiques (ONCQCPH) est constitué par Arrêté Des bureaux de la DGRH ont été réhabilités et attribués à l'AC.	Arrêté ministériel n° 10-037 portant création de l'Autorité Compétente signé le 13 juillet 2010.
	Nombre d'agents formés en activité	-	-	-	1 (3)	Le directeur de l'Autorité Compétente a été nommé par décret. 2 agents pourraient accompagner les initiatives d'exportation du secteur privé et initier les contrôles sanitaires des produits de la pêche destinés au marché local.	Arrêté ministériel n° 10-003 du 13 juillet 2010 pour la nomination du coordinateur de l'Autorité Compétente.
	Nombre de formations reçues	-	-	-	0 (2)	Des formations (HACCP et méthodologie d'inspection) seront dispensées aux agents. Le Centre Régional d'Innovation et de Transfert de Technologie de la Réunion est identifié pour fournir les prestations demandées et répondre aux besoins spécifiques des filières d'exportation (langoustes et thonidés).	
	Mission d'appui pour la transposition de la réglementation européenne en droit national				1 (-)	Une deuxième mission d'appui du programme SFP/ACP a eu lieu pour établir la législation manquante à promulguer ainsi que les procédures de l'Autorité Compétente à travers un manuel d'inspection.	Textes législatifs proposés et rapport de mission

() : niveau ciblé des indicateurs de performance

Bilan total du protocole d'accord 2005-2010

Désignation des actions	Coûts (Fc)	Coûts (€)	Pourcentage (%)
I. Renforcement du cadre institutionnel de la pêche			
Renforcement du cadre de gestion définition et formulation du plan national de surveillance	10 126 700	20 582,72	1,4
Mise en route et appui au fonctionnement du CNCSP	7 000 000	14 227,64	0,9
Appui au fonctionnement et en équipement aux syndicats, au professionnel de la pêche	15 324 456	31 147,27	2,1
Appui institutionnel du ministère, de la Direction Générale des Pêches et des directions de pêches insulaires	241 530 000	490 914,63	32,7
Cotisation des droits d'adhésion aux organisations régionales des pêches	45 000 000	91 463,41	6,1
Participation aux assises régionales et internationales	39 000 000	79 268,29	5,3
Assistance aux pêcheurs et rapatriement	8 007 199	16 274,79	1,1
Sous total I.	365 988 355	743 878,77	
II. Développer la production et favoriser la professionnalisation des acteurs			0,0
Appui au fonctionnement de l'école de pêche	2 000 000	4 065,04	0,3
Amélioration de certains sites de débarquement (Iconi, Itsandra...)	17 126 700	34 810,37	2,3
Achat de matériel DCP et leur déploiement	94 000 000	191 056,91	12,7
Formations des marins pêcheurs sur 3 ans	23 567 000	47 900,41	3,2
Formation des lieutenants de pêches	45 940 000	93 373,98	6,2
Sous Total II.	182 633 700	371 206,71	
III. Améliorer la valorisation des captures			0,0
Réhabilitation du bâtiment qui va servir de l'Office National de Contrôle Qualité des Produits Halieutiques et des certifications	13 453 000	27 343,50	1,8
Formation à la transformation et à la conservation	9 000 000	18 292,68	1,2
Mise en place des nouvelles infrastructures de froid (Poissonnerie, chambre froide, fabrique de glace) et réhabilitation des anciennes infrastructures	161 123 340	327 486,46	21,8
Formations des revendeurs	5 696 005	11 577,25	0,8
Sous Total III.	189 272 345	384 699,89	
Grand Total	737 894 400	1 499 785,37	

Annexe 6

Appui sectoriel Pêche à l'Union des Comores - Année d'application 2011										Chronogramme											
Priorités d'intervention	Objectifs	Activités	Entité Resp.	Budget EU/APP	Autres sources de fin.	Indicateurs de performance	Valeur réf. 2010	Valeur cible	Source de Vérification	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12
1. Renforcement du cadre institutionnel	1.1 Croissance économique du secteur	1.1.1 Représentation des intérêts du secteur de la pêche	Cabinet ministériel/S G/DAF	25 610	84349	Investissements directs étrangers dans le secteur de la pêche			Rapport annuel de la Banque centrale												
						Contribution du secteur à la croissance économique (%PIB)															
	1.1.2 Planification, Suivi et évaluation du plan d'action de développement de la pêche		SG	18 699		Présentation des résultats à l'atelier gouvernemental	4	4	Rapport de suivi de mise en œuvre du plan d'action du ministère de la pêche												
		1.1.3 Prévision budgétaire en recettes et en dépenses	DAF	20 325		Recette et dépenses du secteur enregistrés dans la loi de finance		Oui	Lois des finances												
	1.1.4 Octroi des autorisations de pêche					Rapports trimestriels et annuels d'exécution financière	5	5													
		1.1.5 Vérification et mise à jour de la liste de navires de pêche battant pavillon comorien	DGRH	55 488		Nombre de licences octroyées	30	NA	Rapport annuel DGRH												
	1.1.6 Détermination des stocks et évaluation de l'effort de pêche permmissible					Nombre de navires de pêche battant pavillon comorien suivis															
						Nombre de plan d'aménagement des pêcheries	0	1													
						Rapport annuel d'activité	1	1													

Appui sectoriel Pêche à l'Union des Comores - Année d'application 2011										Chronogramme											
Priorités d'intervention	Objectifs	Activités	Entité Resp.	Budget EU/APP	Autres sources de fin.	Indicateurs de performance	Valeur réf. 2010	Valeur cible	Source de Vérification	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12
1.2 Mise en place du cadre législatif et réglementaire des pêches	1.1.7 Mise en œuvre du plan d'action de développement des pêches		DRRH	12 195		Rapport annuel d'activité	3	3													
						Nombre de bureaux construits et équipés		2													
	1.2.1 Approche participative avec les organisations socio-professionnelles du secteur		DGRH	5 081		Rapport d'étude	NA	1													
		1.2.2 Assistance aux pêcheurs et rapatriement	DGRH	3 252,03				na													
		1.2.3 Elaboration du plan d'aménagement de la pêche artisanale démersale cotière			24 898	Plan d'aménagement															
1.3 Evaluation du stock des crustacés	1.3.1 collecte des informations sur les captures des crustacés	1.2.4 Rédaction des textes d'application de la loi portant code des pêches	DGRH		12 805	Publication de 2 décrets d'application	0	2	Journal Officiel												
		1.2.5 Campagnes de sensibilisation et de formation concernant le cadre réglementaire d'application	DGRH/CNCS P	10 163		Nombre d'atelier de sensibilisation	NA	3	Rapport annuel DGRH												
			DGRH		20 325	Rapport d'étude		1	Rapport annuel DGRH												

Appui sectoriel Pêche à l'Union des Comores - Année d'application 2011										Chronogramme												
Priorités d'intervention	Objectifs	Activités	Entité Resp.	Budget EU/APP	Autres sources de fin.	Indicateurs de performance	Valeur réf. 2010	Valeur cible	Source de Vérification	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12	
	1.4 Suivi Contrôle et Surveillance des Pêches	1.4.1 Analyse et exploitation des données VMS	CNCSP	15 000	18 885	Rapport semestriel	2	2	Rapport semestriel CNCSP													
						Suivi de l'effort de pêche des flottes étrangères et des flottes nationales hors ZEE																
		1.4.2 Inspection et contrôle des sites de débarquement	CNCSP	5 000	11 203	Nombre de missions d'inspection	2	12	fiches d'inspection CNCSP													
						Sensibilisation des pêcheurs aux futures réglementations																
	1.4.3 Immatriculation des flottilles. Mise à jour et exploitation de la base de données.	CNCSP	5 000	15 820	Nombre de missions d'immatriculation	2	3	Fiche de mission CNCSP														
					Nombre d'embarcations motorisées immatriculées																	
					Rapport annuel d'analyse de la base de données	0	1															
	1.4.4 Assurer la sécurité en mer des pêcheurs hors ZEE	CNCSP	2 500	4 200	Acquisition des logiciels et balises																	
					Nombre de balises fonctionnelles	13	17															
					Nombre de jours d'usage en mer																	
						Nombre de signaux de détresse	1	na														

Appui sectoriel Pêche à l'Union des Comores - Année d'application 2011										Chronogramme											
Priorités d'intervention	Objectifs	Activités	Entité Resp.	Budget EU/APP	Autres sources de fin.	Indicateurs de performance	Valeur réf. 2010	Valeur cible	Source de Vérification	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12
		1.4.5 Participation des inspecteurs aux missions régionale de contrôle et surveillance des pêches	CNCSP	2 500	4 207	Nombre de mission	6	0													
						Nombre de navires contrôlés et/ou inspectés en ZEE comorienne															
		1.4.6 Formation des agents du CNCSP	CNCSP		7 500	Nombre de formations et d'agents du Centre formés															
	1.5 Suivi de l'effort de pêche thonière	1.5.1 Collecte et analyse des données statistiques par pêcherie	DGRH	45 554		Nombre de jours d'enquête		2 717	Rapport annuel CTOI												
						Mise en application des résolutions CTOI 10/02 Statistiques exigibles / 10/04 Programme Observateur / 05/05 Conservation des requins	non	oui													
						Base de données analysée			Rapport annuel DGRH												
	1.6 Formation professionnelle	1.6.1 Perfectionnement des cadres de la DGRH	DGRH	6 098		Nombre d'agents formés		3	Rapport annuel DGRH												
	1.7 Contribution financière et participation aux Organisations Régionales de Pêche	1.7.2 Participation à la session annuelle et aux réunions du Comité scientifique de la CTOI et autres réunions internationales	DGRH	35 559		Pas d'arriérés de paiement à la CTOI		4													

Appui sectoriel Pêche à l'Union des Comores - Année d'application 2011										Chronogramme											
Priorités d'intervention	Objectifs	Activités	Entité Resp.	Budget EU/APP	Autres sources de fin.	Indicateurs de performance	Valeur réf. 2010	Valeur cible	Source de Vérification	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12
2. Amélioration de la production halieutique	2.1 Augmentations des captures au moyen de DCPs	2.1.1 Déploiement et entretien des DCPs	DGRH	38 097		Nombre de DCPs installés	15	7													
	2.2 Amélioration des performances et techniques de pêche et conservation					Nombre de DCPs opérationnels	22	30													
		2.2.1 Formation de marins pêcheurs et de vulgarisateurs à l'école d'Anjouan	ENPMM	8 130	669 715	Subvention de fonctionnement versée															
						Nombre d'élèves formés		25													
		2.2.2 Autres formations (Sécurité en mer & environnement marin)		4 065		Nombre d'ateliers de formation		2													
3. Valorisation des captures	3.1 Amélioration de la qualité des produits de la pêche et pérennisation de la gestion	3.1.1 Appui à la gestion des installations frigorifiques	DGRH	50 813		Réception de la poissonnerie d'Anjouan Domoni et de 2 hangars équipés de bacs isothermes															
						Nombre de participants															

Appui sectoriel Pêche à l'Union des Comores - Année d'application 2011										Chronogramme											
Priorités d'intervention	Objectifs	Activités	Entité Resp.	Budget EU/APP	Autres sources de fin.	Indicateurs de performance	Valeur réf. 2010	Valeur cible	Source de Vérification	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12
des infrastructures						Nombre de poissonneries en fonctionnement															
						Nombre de chambres froides fonctionnelles															
						Chiffres d'affaire des poissonneries															
						Nombre d'ateliers de formation et de gestionnaires formés		1													
3.2 Amélioration de la qualité sanitaire des produits destinés au marché local	3.2.1 Formation sur les bonnes pratiques d'hygiène et de qualité	DGRH	4 065			Nombres d'ateliers de formation		1													
3.3 Entrée en fonction de l'Autorité Compétente en charge du contrôle sanitaire des produits halieutiques	3.3.1 Formation des inspecteurs	ONCQCPH	18 293			Nombre d'agents formés	0	3													
	3.3.2 Aménagement des bureaux et acquisition des équipements		18 750			Nombre de bureaux équipés		3													
	3.3.3 Inspection des établissements et des sites de débarquement		15 854			Nombre de missions d'inspection sur les sites de débarquement		24													
				426 100	873 908																
				1 300 008																	
				32,8%																	

Détail du budget par activité et unité d'oeuvre 2011

1 Euro = 492

	Montant		Unité d'œuvre	Qté	Coût/ unité	Sources de financement
	FC	EURO				
1 RENFORCEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL DE LA PECHE						
1.1 Croissance économique du secteur						
1.1.1 Représentation des intérêts du secteur de la pêche						
Déplacement nationaux et internationaux	15 000 000	30 487,80	Forfait	1	30 487,80	UE/APP+LIC SEY
Entretien du matériel roulant	12 000 000	24 390,24	Forfait	1	24 390,24	UE/APP+LIC SEY
Fourniture et consommable	4 500 000	9 146,34	Forfait	1	9 146,34	UE/APP+LIC SEY
Carburant et lubrifiant	8 600 000	17 479,67	Forfait	1	17 479,67	UE/APP+LIC SEY
Maintenance informatique	1 500 000	3 048,78	Forfait	1	3 048,78	UE/APP+LIC SEY
Frais de reception	3 500 000	7 113,82	Forfait	1	7 113,82	UE/APP+LIC SEY
Frais de communication	4 000 000	8 130,08	Forfait	1	8 130,08	UE/APP+LIC SEY
Amenagement et entretien des locaux du ministère	5 000 000	10 162,60	Forfait	1	10 162,60	UE/APP+LIC SEY
Sous-Total 1.1.1	54 100 000	109 959,35				
1.1.2 Planification, Suivi et évaluation du plan d'action de développement de la pêche						
Remunération de 4 cadres contractuels	7 200 000	14 634,15	Agent	4	3 658,54	UE/APP
Etude d'évaluation externe de la mise en œuvre du plan d'action annuel	2 000 000	4 065,04				
Sous-Total 1.1.2	7 200 000	18 699,19				
1.1.3 Prévision budgétaire en recettes et en dépenses						
Remunération des agents d'exécutions contractuels	10 000 000	20 325,20	Agent	9	2 258,36	UE/APP
Sous-Total 1.1.3	10 000 000	20 325,20				
1.1.4 Octroi des autorisations de pêche						
1.1.5 Vérification et mise à jour de la liste de navires de pêche battant pavillon comorien						
1.1.6 Détermination des stocks et évaluation de l'effort de pêche permmissible						
Remunération de 3 cadres contractuels	5 400 000	10 975,61	Agent	3	3 658,54	UE/APP
Remunération des agents d'exécution (gardiens, stagiaires, chauffeur)	2 940 000	5 975,61	Forfait	1	5 975,61	UE/APP
Equipements informatiques	1 000 000	2 032,52	Ordinateur	2	1 016,26	UE/APP
Véhicule	9 000 000	18 292,68	Véhicule	1	18 292,68	UE/APP
Consommable (Fournitures, électricité, carburant)	9 660 000	19 634,15	Forfait	1	19 634,15	UE/APP
Entretien et maintenance des équipements (véhicule, groupe électrogène)	1 200 000	2 439,02	Forfait	1	2 439,02	UE/APP
Entretien des batiments DGRH	3 500 000	7 113,82	Contrat de travaux	1	7 113,82	UE/APP
Sous-Total 1.1.4	27 300 000	55 487,80				
1.1.7 Mise en œuvre du plan d'action de développement des pêches						
Consommables pour chaque direction (3)	6 000 000	12 195,12	Forfait	3	12 195,12	UE/APP
Sous-Total 1.1.7	6 000 000	12 195,12				
Total 1.1	104 600 000	216 666,67				
1.2 Mise en place du cadre législatif et réglementaire de la pêche						
1.2.1 Approche participative avec les organisations socio-professionnelles du secteur						
Honoraire de consultant 1x100000Fc+Atelier de validation (1500000)	2 500 000	5 081,30	Rapport	1	5 081,30	UE/APP
1.2.2 Assistance aux Pêcheurs et rapatriement						
Carburant ou billets d'avion	1 600 000	3 252,03	Forfait	1	3 252,03	
1.2.3 Elaboration du plan d'aménagement de la pêche artisanale démersale côtière						
			Plan			
Honoraire de 2 consultants+Ateliers de validation	12 250 000	24 898,37	d'aménagement	1	24 898,37	SWIOFP
1.2.4 Rédaction des textes d'application de la loi portant code des pêches						
Mission d'expertise auprès d'un groupe de travail						

	Indemnités des participants au groupe de travail				Décret d'application	2		6 402	UE/FED
	4 participants Grande Comore x 5000FC/jour x 30 jours	600 000	1 220						
	Mission d'expertise en appui au groupe de travail (billet 750000 FCX2)+perdium (100000 FCx10j)	4 500 000	9 146						
	Honoraires forfait (2000000)								
	4 participants aux îles billet 4x55000FC+ perdum 4 pers.30000X10jours	1 200 000	2 439						
	Sous-Total 1.2.4	6 300 000	12 805	-					
	1.2.4 Campagnes de sensibilisation et de formation concernant le cadre réglementaire:								
	Ateliers de sensibilisation (1 atelier par île)	5 000 000	10 163		Atelier	3		3 388	UE/APP
	Total 1.2	27 650 000	56 199						
	1.3 Evaluation du stock des crustacés								
	1.3.1 collecte des informations sur les captures des crustacés								
	Enquêtes de prospection	10 000 000	20 325		Rapport	1		20 325	SW/OFP
	Total 1.3	10 000 000	20 325						
	1.4 Suivi Contrôle et Surveillance des Pêches								
	1.4.1 Analyse et exploitation des données VMS								COI/UE APP
	Chef des opérations x 150.000 FC x 12 mois	1 800 000	3 659						COI/UE APP
	2 inspecteurs x 75.000 FC x 12 mois	1 800 000	3 659						COI/UE APP
	Hébergement et maintenance du serveur forfait 12 mois	6 535 775	13 284		Rapport semestriel	2		16 922,17	COI/UE APP
	Frais de bureau (agent de service, fournitures, consommables etc..)	4 415 744	8 975						COI/UE APP
	Securisation des équipements informatiques (Parafoudre)	1 500 000	3 049		Equipement	1		3 049	COI/UE APP
	Frais de communication IRIDIUM	324 699	660		Forfait	1		660	COI/UE APP
	Uniformes des agents	275 181	559		Nbr. de Tenu	53		11	COI/UE APP
	Sous-Total 1.4.1	16 651 399	33 844						
	1.4.2 Inspection et Contrôle des sites de débarquement								COI/UE APP
	2 inspecteurs x 75.000 FC x 12 mois	1 800 000	3 659						COI/UE APP
	Carburant et entretien motos	4 231 981	8 602		Mission	12		1 350	COI/UE APP
	Indemnités de déplacement inter îles billets d'avion (2 pers x 55000 FC x 4 mission) et frais de mission (15000 FC par jour x 25 jours x 4 missions)	1 940 000	3 943						COI/UE APP
	Sous-Total 1.4.2	7 971 981	16 203						
	1.4.3 Immatriculation des flotilles mise à jour et exploitation de la base de données								
	2 inspecteurs x 75.000 FC x 12 mois	1 800 000	3 659						COI/UE APP
	Chef du Centre CNCSP 100.000 FC x 12 mois	1 200 000	2 439						COI/UE APP
	Carburant, entretien motos matériels d'imatriculation.	5 303 415	10 779		Mission	8		2 602	COI/UE APP
	Indemnités de déplacement inter îles billets d'avion (2 pers x 55000 FC x 4 mission) et frais de mission (15000 Fcpar jour x 25 jours x 4 missions)	1 940 000	3 943						COI/UE APP
	Sous-Total 1.4.3	10 243 415	20 820						
	1.4.4 Assurer la sécurité en mer des Pécheurs hors ZEE								
	logiciel MAXSEA	983 936	2 000		Carte marine	1		2 000	COI/UE APP
	Achat quatre balises	1 574 298	3 200		Balise	4		800	COI/UE APP
	Achat d'un kit d'inspection	737 952	1 500		Mission	1		1 500	COI/UE APP
	Sous-Total 1.4.4	3 296 186	6 700						
	1.4.5 Participation des inspecteurs aux mission régionales de surveillance des pêches								
	1 inspecteur par mission + Billets d'avion (300000 FC et per diem 250000 FC par mission x 6 missions p	3 300 000	6 707		Mission	6		1 100	COI/UE APP
	Sous-Total 1.4.5	3 300 000	6 707						
	1.4.6 Formation des agents du CNCSP								
	Formation de Contrôle à terre	1 229 920	2 500		Agent Formé	7		357	COI/UE APP
	Formation VMS	1 475 904	3 000		Agent Formé	7		428,57	COI/UE APP
	Formation maritime	983 936	2 000		Agent Formé	2		1 000	COI/UE APP

Sous-Total 1.4.6		3 689 760	7 500		
Total 1.4		45 152 741	91 774		
1.5 Suivi de l'effort de pêche					
1.5.1 Collecte et analyse des données statistiques de la pêche artisanale					
1 superviseur x 100000 FC/mois x 12 mois + 1 responsable base de données 175000 FC x 12 mois + 1 assistant de saisie de données (90000 +15 % de bonus) x 12 mois) + 11 enquêteurs x (70000 FC/mois + 15 % de prime) x 12 mois		15 168 000	30 829	Jour d'enquête 2 717	16,17
Frais de déplacement superviseur inter îles (Billets d'avion x 82500 x 1 pers + per diem 30000 FC x 2 jours x 2 îles/mois x 12 mois) + carburant (600FCx 40 litres/île x 3 îles)		3 294 000	6 695		
Frais de transport intervillage enquêteurs (20000/mois x 11 enquêteurs x 12 mois)		2 640 000	5 366		
Equipements balance 12500 FCx11 enquêteurs+lampes torches 5000 FCx11		192 500	391		
Fournitures forfait annuel : encre imprime(60000x12)+papier (25000x12)+ Chemises cartonnées (10 000 x 4)+ Cahiers (5 000 x4)+ Stylos (10 000 x 2)+ Crayons(5 000 x 2)+ Gommages (4 000 x 2)		1 118 000	2 272		
Sous-Total 1.5.1		22 412 500	45 554		
Total 1.5		22 412 500	45 554		
1.6 Formation professionnelle					
1.6.1 Perfectionnement des cadres de la DGRH					
Frais de déplacement		3 000 000	6 098	Agent	3
Total 1.6		3 000 000	6 098		
1.7 Contribution financière et participation aux Organisations Régionales de Pêche					
1.7.1 Participation à la session annuelle et au Comité scientifique de la CTOI					
Contribution à la CTOI		7 500 000	15 244	Cotisation	1
Participation aux réunions Internationales		10 000 000	20 325	Réunion	4
Sous-Total 1.7.1		17 500 000	35 569		
Total 1.7		17 500 000	35 569		
GRAND TOTAL 1- PRIORITE D'INTERVENTION		230 315 241	472 185		
2 AMELIORATION DE LA PRODUCTION HALIEUTIQUE					
2.1 Augmentation des captures au moyen de DCPs					
2.1.1 Déploiement et entretien du parc de DCPs				DCP	7
Equipement et installation des DCPs		15 743 504	31 999	DCP	4 571
Entretien le parc DCP		3 000 000	6 098	DCP	20
Sous-Total 2.1.1		18 743 504	38 097		
Total 2.1		18 743 504	38 097		
2.2 Amélioration des performances et techniques de pêche et conservation de l'environnement					
2.2.1 Formation de marins pêcheurs et de vulgarisateurs à l'école d'Anjouan					
Subvention de fonctionnement à l'école de pêche d'Anjouan		4 000 000	8 130	Subvention	1
Réhabilitation et fonctionnement de l'école (JICA)		329 500 000	669 715	Subvention	1
Sous-Total 2.2.1		333 500 000	677 846		
2.2.2 Autres formations (sécurité en mer et écosystèmes marins)					
Ateliers de formation		2 000 000	4 065	Ateliers	2
Total 2.2.2					
Total 2.2					

UE/APP
JICA + subvention
Ministère de l'éducation

Total 2.2		335 500 000	681 911		
GRAND TOTAL - PRIORITE D'INTERVENTION 2		354 243 504	720 007		
3. VALORISATION DES CAPTURES					
3.1 Amélioration de la qualité des produits de la pêche et pérennisation de la gestion des infrastructures					
3.1.1 Appui à la gestion des installations frigorifiques					
Entretien et maintenance des installations		4 000 000	8 130	Forfait	1 2 032 UE/APP
Achèvement des travaux de construction de la poissonnerie d'Anjouan (Domoni) et de 2 hangars		20 000 000	40 650	forfait	1 13 550 UE/APP
Formation des Gestionnaires des infrastructures		1 000 000	2 033	atelier	1 1 016 UE/APP
Sous-Total 3.1.1		25 000 000	50 813		
Total 3.1		25 000 000	50 813		
3.2 Amélioration de la qualité sanitaire des produits destinés au marché local					
3.2.1 Formation sur les bonnes pratiques d'hygiène et de qualité					
Ateliers de formation des pêcheurs et revendeurs		2 000 000	4 065	Atelier	1 4 065 UE/APP
Total 3.2		2 000 000	4 065		
3.3 Entrée en fonction de l'Autorité Compétente en charge du contrôle sanitaire des produits halieutiques					
3.3.1 Formation des inspecteurs					
Frais de voyage 3 pers x 250000 FC A/R St Denis Moroni et per diem 3 x 75000 FC/jour x 30 jours		7 500 000	15 244	Agent formé	3 3 5 081 UE/APP
Coûts pédagogiques : Coopération avec les services de l'Etat et de la Région de la Réunion		1 500 000	3 049		3 1 016 UE/APP
Sous-Total 3.3.1		9 000 000	18 293		
3.4 Aménagement des bureaux et acquisition des équipements					
Mobilier de bureau 3 tablesx 125000 FC+ 3chaisesx 75000 FC+ 3 x 100000 FC armoires		900 000	1 829	Bureaux équipés	3 3 610 UE/APP
Bureautique 3 ordinateurs x 500000 FC+Imprimante multifonctionx 200000 FC+Photocopie		1 700 000	3 455	Bureaux équipés	4 4 864 UE/APP
Salle de réunion table ovale x 600000 + 25 chaises x 25000 FC+ climatisation x 600000FC		1 825 000	3 709	Bureaux équipés	3 1 236 UE/APP
citerne en eau x 2500000 FC+adduction d'eau x 500000 FC+ matériel frigorifiques x 800000		3 800 000	7 724	Bureaux équipés	3 2 575 UE/APP
FC+Videoprojecteur		1 000 000	2 033	Forfait	1 2 033 UE/APP
Fourniture x 1000000 FC		9 225 000	18 750		
Sous-Total 3.4					
3.5 Inspection des établissements et sites de débarquement					
Salaires des agents 175000 FC x 3 agents x 12 mois		6 300 000	12 805	Etat salaire	3 4 268 UE/APP
Inspection de 3 sites de débarquement (bimensuelle)		1 000 000	2 033	Missions	24 85 UE/APP
Frais de déplacement		500 000	1 016		24 42 UE/APP
Sous-Total 3.5		7 800 000	15 854		
Total 3.3		26 025 000	52 896		
GRAND TOTAL - PRIORITE D'INTERVENTION 3		53 025 000	107 774		
TOTAL GENERAL		637 583 745	1 299 967		

Annexe 7

Programme Appui sectoriel Pêche multiannuel			Budget UE/APP (€)			
Priorités d'intervention	Objectifs	Entité responsable	2011	2012	2013	TOTAL
A 1. Renforcement du cadre institutionnel de la pêche	1.1 Croissance économique du secteur	CAB/SG/DAF/DGRH/DRRH	132 318	132 318	132 318	396 953
	1.2 Mise en place du cadre législatif et réglementaire des pêches	DGRH/CNCSP	18 496	10 000	6 000	34 496
	1.3 Evaluation des stocks	DGRH	0	24 000	24 000	48 000
	1.4 Suivi Contrôle et Surveillance des Pêches	CNCSP	30 000	40 000	50 000	120 000
	1.5 Suivi de l'effort de pêche thonnière	DGRH	45 554	53 554	45 554	144 662
	1.6 Formation professionnelle	DGRH	6 098	6 098	6 098	18 293
	1.7 Contribution financière et participation aux Organisations Régionales de Pêche	DGRH	35 569	35 569	35 569	106 707
B 2. Amélioration de la Production Halieutique	2.1 Augmentations des captures au moyen de DCPs	DGRH	38 097	44 000	39 000	121 097
	2.2 Amélioration des performances et techniques de pêche et conservation de l'environnement	ENPMM	12 195	12 195	12 195	36 585
C 3. Valorisation des captures	3.1 Amélioration de la qualité des produits de la pêche et pérennisation de la gestion des infrastructures	DGRH	50 813	50 813	50 813	152 439
	3.2 Amélioration de la qualité sanitaire des produits destinés au marché local	DGRH	4 065	4 065	4 065	12 195
	3.3 Entrée en fonction de l'Autorité Compétente en charge du contrôle sanitaire des produits halieutiques	ONCQCPH	52 896	13 489	20 489	86 874
	Total		426 100	426 101	426 101	1 278 301

04

04